

Le Conseil des Ministres a évalué des questions d'importance vitale pour la stabilisation de l'économie cubaine



Le Conseil des Ministres a évalué des questions d'importance vitale pour la stabilisation de l'économie cubaine

La Havane, 1 juil (RHC) Dans le cadre d'un scénario complexe, dans lequel il est essentiel d'atteindre la stabilité macroéconomique à Cuba, la dernière réunion du Conseil des Ministres a inclus dans son ordre du jour l'évaluation de multiples questions qui ont un impact direct sur la réalisation de cet objectif.

Le premier secrétaire du Comité central du Parti communiste et président de la République, Miguel Díaz-Canel Bermúdez, les a qualifiées de "très importantes", compte tenu de leur expression non

seulement dans la macroéconomie, mais aussi dans notre société.

À cet égard, il a fait référence, entre autres, à la façon dont les complexités économiques que traverse la nation se répercutent, par exemple, dans les retards qui se sont manifestés ces derniers mois dans la livraison du panier de la ménagère réglementé ; l'instabilité du système électrique national ; la relation inadéquate qui s'établit parfois entre les secteurs étatique et non étatique, ainsi que l'augmentation excessive des prix, qui n'est pas toujours le résultat de l'offre et de la demande et qui est une question totalement spéculative.

Dans les propos qu'il a tenus lors de la réunion, dirigée par le membre du Bureau politique et Premier ministre, Manuel Marrero Cruz, le chef de l'État a insisté sur la nécessité de chercher des réponses à ces problèmes et à d'autres, dont beaucoup sont directement liés à la bureaucratie et au contrôle inefficace que nous exerçons dans notre système institutionnel, ce qui limite le travail créatif et provoque des distorsions non souhaitées dans notre société.

Il a également réfléchi à l'importance de prendre conscience, partout, de la profondeur et de la portée des tendances négatives et, surtout, de la manière dont nous devons mettre en œuvre les projections gouvernementales destinées à y remédier.

Il a rappelé que cela s'ajoute aux priorités de travail définies par le Parti en termes de renforcement de l'unité, de perfectionnement du travail idéologique et de mise en œuvre des mesures économiques proposées par le gouvernement pour éliminer les distorsions et les tendances négatives.

Il s'agit de priorités, a-t-il dit, qui "sont liées entre elles et visent les mêmes objectifs pour parvenir à la stabilisation macroéconomique dont nous avons besoin, ce qui est le plus important à l'heure actuelle".

En outre, a-t-il ajouté, nous devons faire ce qu'il faut à moyen et à long terme pour assurer la durabilité de tout ce que nous avons proposé et pour éliminer les causes, du moins les nôtres, les causes internes, et non celles qui sont fortement causées par le blocus.

Se référant à la priorité qui doit être accordée aux travaux visant à réduire le déficit budgétaire, le président Díaz-Canel a souligné l'importance de ce dernier.

Il a insisté sur l'importance de "mieux contrôler les dépenses", et même d'en annuler un certain nombre qui ne peuvent pas être exécutées actuellement.

Dans ce contexte, il a également évoqué "les paiements excessifs que le secteur public effectue au secteur non étatique ou privé" et a insisté sur la nécessité d'accorder une plus grande participation aux entreprises publiques lors de la passation de contrats de services, à condition qu'elles soient en mesure de le faire de manière efficace.

Il a ensuite fait référence aux mesures prises pour renforcer le processus de bancarisation, ainsi qu'au rôle à jouer au niveau territorial pour lutter contre l'évasion fiscale, "afin qu'aucun centime du budget de l'État ne nous échappe".

Face à la nécessité de continuer à chercher des réponses aux insatisfactions qui existent dans de nombreux endroits, le président a évoqué les "très bonnes expériences de collectifs de travail qui, grâce à leur leadership, font les choses différemment et vont de l'avant, et ce que nous devons faire, je le répète une fois de plus, c'est transformer ces bonnes expériences en règles".

Ces milliers d'exemples dans tout le pays, a-t-il ajouté, "sont ceux qu'il faut suivre, ceux qu'il faut promouvoir ; ce sont les exemples qu'il faut multiplier, et chacun les a dans sa propre sphère. Chacun d'entre nous doit donc les encourager à se multiplier, avec la conviction que nous sommes tous là pour sauver la Révolution et le socialisme.

En particulier, sur l'état de la mise en œuvre des mesures approuvées dans les projections du gouvernement pour corriger les distorsions et relancer l'économie en 2024, un sujet évalué mensuellement par le Conseil des ministres et qui, à cette occasion, comprenait la présentation

d'un nouveau groupe de mesures, le président a insisté sur le fait de travailler consciemment, avec engagement et avec un grand contrôle.

Ces mesures, a expliqué Mildrey Granadillo de la Torre, premier vice-ministre de l'économie et de la planification, visent essentiellement à corriger les déséquilibres macroéconomiques, à augmenter les entrées de devises dans le pays par différents canaux et concepts, à encourager la production nationale, en mettant l'accent sur la production alimentaire, et à organiser le fonctionnement des formes de gestion non étatiques.

Selon ses explications, les principales actions comprennent l'ajustement du plan et du budget 2024 aux conditions de l'"économie de guerre" ; la réduction des dépenses budgétaires dans le but de réduire le déficit fiscal en 2024, sur la base de la non-exécution ; la définition d'exigences dans l'activité budgétisée pour l'utilisation du budget approuvé ; et la centralisation du pouvoir d'approbation ; allouer les ressources financières mensuellement en fonction des revenus réels du mois ; calculer l'impact fiscal des importations de formes de gestion non étatiques ; accorder des avantages tarifaires, y compris des exemptions, pour l'importation de matières premières et d'intrants pour la production, ainsi que finaliser le système fiscal pour le commerce électronique.

Entre autres mesures, une politique de prix unique, inclusive et égale sera établie pour tous les sujets de l'économie, y compris les secteurs étatique et non étatique ; des règlements seront mis en œuvre pour limiter les bénéfices sur les achats de produits et les paiements de services et d'intrants effectués par le secteur étatique au secteur non étatique ; Le processus d'élaboration du plan économique et du budget de l'État pour 2025 commencera, sur la base de l'approbation du modèle global et des directives gouvernementales conçues pour ce processus ; et des progrès seront réalisés dans la mise en œuvre d'un plan d'action visant à résoudre les problèmes existants dans le processus de bancarisation.

Ces décisions et d'autres décisions approuvées, a déclaré le premier vice-ministre de l'économie et de la planification, ont "un caractère intégral et sont basées sur la situation complexe existante dans l'économie".

Les actions se sont concentrées, a-t-il dit, sur "l'avancement de la stabilisation macroéconomique du pays, un processus complexe qui nécessite une coordination et un alignement entre les organismes économiques globaux".

"En ce sens, le perfectionnement des mécanismes de planification, les relations entre les acteurs économiques, l'attraction de financements, l'élimination de l'évasion fiscale et l'augmentation de la production sont des actions nécessaires dans ce processus", a-t-il déclaré.

Le premier ministre, Manuel Marrero Cruz, a estimé qu'il s'agissait d'un pas important, qui comprend des mesures associées à une étape supérieure dans la mise en œuvre des projections sur les questions macroéconomiques, avec des impacts sur des questions sensibles pour la population.

Il a également indiqué qu'un rapport est actuellement en cours de rédaction, qui comprend les principaux résultats des actions qui ont été mises en œuvre depuis décembre de l'année dernière jusqu'à ce jour, ainsi que les insatisfactions qui existent sur certains aspects.

Ce document sera évalué par différents organisations du parti et du gouvernement et sera finalement présenté aux députés de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire lors de la prochaine session.

LE PLAN POUR L'ÉCONOMIE ET LE BUDGET DE L'ÉTAT

Une autre question d'importance vitale pour progresser dans le nécessaire équilibre macroéconomique du pays est étroitement liée à la conception du Plan pour l'économie et le budget de l'État pour 2025, pour le processus de préparation duquel le Conseil des ministres a approuvé le Modèle global et les Directives du gouvernement qui, contrairement aux années précédentes, ont eu parmi leurs prémisses celle de prendre comme référence une estimation pour

la clôture de 2024, et non le Plan et le budget de l'État approuvés.

Compte tenu du fait que les ressources demandées par l'économie sont supérieures à celles générées, les objectifs généraux ont été fixés comme suit : augmenter la production nationale ; mettre en œuvre des stratégies et gérer l'augmentation des recettes d'exportation, stimuler le flux d'investissements directs étrangers dans l'économie, augmenter les envois de fonds et identifier d'autres sources de financement nécessaires ; contenir au maximum toutes les dépenses courantes ; reporter, voire paralyser, les investissements qui ne sont pas essentiels à ce stade ; augmenter les recettes fiscales ; restreindre autant que possible les dépenses courantes et les dépenses en capital dans le secteur budgétisé, ainsi que réduire les transferts de ressources vers le secteur des entreprises.

S'exprimant sur ce point, Ulises Guilarte de Nacimiento, secrétaire général de la Central de Trabajadores de Cuba, a souligné l'importance de donner aux collectifs de travailleurs la participation la plus large possible à l'élaboration des plans économiques et des budgets. Cela permettra, a-t-il dit, "de rapprocher l'autonomie du lieu où l'événement économique est généré".

Le Premier ministre a souligné que, dans le contexte d'économie de guerre dans lequel le pays évolue, "c'est là que nous avons le plus besoin de planifier, et c'est là que nous avons le plus besoin d'exercer un contrôle".

Parmi d'autres idées, Manuel Marrero Cruz a souligné l'objectivité avec laquelle le plan économique et le budget de l'État doivent être élaborés : "l'objectivité ne signifie pas planifier l'impossible, mais elle ne signifie pas non plus ne pas planifier toutes les choses que nous pourrions réaliser, même avec les difficultés et le scénario complexe que nous traversons".

D'où son insistance à développer le travail collectif et à "bien identifier les distorsions, afin de les éliminer et d'y apporter des réponses". Tout cela implique, a-t-il réfléchi, d'avoir des stratégies de développement local actualisées, ainsi que de pouvoir profiter du "potentiel d'intelligence collective de nos travailleurs, et de réfléchir ensemble à ce que nous pouvons faire d'autre, aux solutions que nous allons chercher".

Le ministre de l'Économie et de la Planification, Joaquín Alonso Vázquez, a ensuite fait état de la performance de l'économie à la fin de l'année 2023, qui montre une diminution par rapport à l'année précédente, et de l'estimation pour le premier semestre 2024.

La première de ces questions sera présentée lors de la prochaine période ordinaire de sessions de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire, où elle sera débattue par les députés. En ce qui concerne la seconde, Joaquín Alonso Vázquez a indiqué que la situation continue d'être complexe et a insisté sur la nécessité d'évaluer les causes de ce qui s'est passé dans l'économie, afin d'agir sur ce que nous devons faire au cours du second semestre.

En particulier, en ce qui concerne la performance de l'économie au cours des six premiers mois de l'année, le ministre de l'Économie et de la Planification a détaillé que, pendant le semestre, les exportations ont été satisfaites dans des domaines tels que le tabac mécanisé, le charbon, la langouste, la civelle et d'autres produits de la pêche, ainsi que les produits biopharmaceutiques. En revanche, les exportations de nickel, de miel, de tabac tordu et de tabac brut n'ont pas atteint les chiffres prévus pour le semestre.

Dans le cas particulier de l'exportation de services, il a indiqué qu'au cours de la période, les services de télécommunications ont diminué, tandis que les services médicaux et touristiques ont augmenté. On estime que 1 321 900 visiteurs arriveront dans le pays d'ici la fin du premier semestre.

Après la présentation du rapport, qui évalue le non-respect qui se manifeste en raison des difficultés économiques dans plusieurs indicateurs du Plan 2024 et son impact sur divers domaines de l'économie, Joaquín Alonso Vázquez a estimé que, " plus que de nous encadrer dans ce qui s'est passé au cours des six premiers mois de l'année, il est important d'évaluer les causes pour se concentrer sur ce que nous devrions faire dans la seconde moitié de l'année ".

Au cours de la journée, les membres du Conseil des ministres ont également entendu le rapport sur l'exécution du budget de l'État à la fin du mois d'avril 2024, et ont approuvé les actions proposées afin de modifier son comportement, marqué par un déficit fiscal élevé.

De même, le ministre des Finances et des Prix, Vladimir Regueiro Ale, a présenté le rapport sur la liquidation du budget de l'État 2023, ainsi qu'un plan d'action pour résoudre les déficiences détectées au cours de ce processus.

À la fin du débat, la plus haute instance gouvernementale a convenu de soumettre ce rapport de liquidation du budget à l'examen de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire, lors de sa session de juillet, pour qu'elle l'analyse et l'approuve.

Ensuite, la Contrôleuse générale de la République, Gladys Bejerano Portela, a rendu compte des actions de contrôle menées dans le cadre du processus d'élaboration du budget de l'État 2024 et de la liquidation du budget 2023. (Source : Granma)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/358852-le-conseil-des-ministres-a-evalue-des-questions-dimportance-vitale-pour-la-stabilisation-de-leconomie-cubaine>



Radio Habana Cuba